

# Préambule au CSE Central du 15 avril 2020

## Préparer le jour d'après

**A** lors que les hôpitaux comptent les morts, que la pénurie de matériel pour les soignants perdure à tous les niveaux, que la pandémie cause des milliers de morts dans les EHPAD et que collectivement il est encore impossible d'entrevoir la fin de la pandémie, le patronat et le gouvernement souhaitent déjà faire payer la facture aux salariés.

Une crise sanitaire sans précédent doublée d'un recul social massif serait une double peine inacceptable pour les travailleurs. Une drôle de façon de récompenser ces héros du quotidien comme se plaît à les surnommer la Macronie en forçant sur le mode compassionnel : les soignants, caissières, livreurs, éboueurs, ouvriers, tous ceux qui assurent les missions vitales et essentielles pour que le pays tienne encore debout.

Le risque social est d'autant plus grand que le gouvernement est à l'écoute des souhaits du Medef. Et le cynisme n'a pas de limite puisque pour l'instant il n'est pas question d'affirmer une interdiction claire des dividendes des grandes entreprises, de supprimer la flat tax\* ou de rétablir l'ISF, ces vieilles ficelles du libéralisme qui nous ont envoyé dans le mur.

Choquantes mais pas surprenantes, ces velléités patronales s'inscrivent dans la droite ligne des ordonnances adoptées fin mars par le gouvernement pour déroger une nouvelle fois au Code du travail. L'exécutif sait être très efficace quand il s'agit de revenir sur les droits des salariés ou de satisfaire le grand patronat sans voir

que cela risque de remettre le feu aux poudres dès la sortie du confinement.

Après deux conflits sociaux majeurs en deux ans, la crise des gilets jaunes et la réforme des retraites, Macron serait-il prêt à rouvrir les hostilités ?

Pour la CGT, il faut changer le système pour le bien des populations plutôt que les intérêts marchands. Cette crise doit être l'occasion de repenser intégralement notre modèle de développement avec plus de justice sociale et fiscale, de reposer les bases d'un contrat social de haut niveau en apprenant de cette crise sans précédent, de relégitimer les services publics avec les moyens adéquats.

Il faut tout repenser pour répondre aux besoins sociaux, environnementaux, c'est le sens de la pétition qui allie des mesures de rupture à court terme et d'autres à plus long terme : stopper les activités non essentielles, annulation des dividendes, fiscalité plus juste, relocalisation de l'agriculture et de l'économie, développement des services publics.

16 organisations, dont la CGT, Solidaires, FSU, Attac ou Oxfam, ont lancé en ce sens une pétition citoyenne « Plus jamais ça, préparons le jour d'après ».

Dans l'audiovisuel public, alors que Radio France a activé dès le 16 mars son Plan de Continuité d'Activité (PCA) en adaptant ses grilles et les organisations du travail nécessaires au confinement, on déplore que FTV ait dû agir dans l'urgence car un tel plan n'avait pas été anticipé.

---

\* Flat tax : application d'un taux unique à tous les revenus du capital (dividendes, plus-values)

La direction estime qu'elle ne pouvait pas prévoir cette situation, qu'il existait un PCA pandémie à France 3 mis à jour en 2009 (crise H1N1) mais obsolète par rapport à la situation, vu qu'à l'époque il y avait un vaccin et que nos process ont considérablement évolué depuis.

Pourtant, une communication interne de FTV de juin 2013, vantait la mise en place d'un PCA y compris sur la pandémie : Assurer la diffusion antenne, en toute situation.

Cela démontre donc que ce plan n'a pas été mis à jour régulièrement comme il aurait dû l'être. Cela démontre dans le même temps l'incapacité de notre direction à mener une politique sérieuse de prévention, toute occupée qu'elle est à mettre en œuvre les économies massives imposées par le gouvernement.

Les tensions constatées dans les échanges de ces dernières semaines résultent de cette impréparation. Si globalement toutes les activités ont progressivement (et parfois laborieusement)

réduit la voilure, jusqu'à l'arrêt pour certaines, nous constatons toutefois que la Direction de l'Information nationale semble préservée de la crise sanitaire et des mesures de confinement imposées à tous. Comme si l'éditorial était au-dessus de la sécurité sanitaire des salarié·e·s.

Pour notre part nous déplorons qu'un mois après le début du confinement, les choses ne soient pas toujours claires, par exemple sur le port du masque, inutile au début, puis conseillé pour certains et obligatoire pour d'autres ou bien concernant les conséquences sociales pour les salariés en fonction de leur situation de planification, et en particulier pour les salariés précaires plongés depuis plus d'un mois dans une incertitude très difficile à supporter.

Il serait temps que la direction éclaire ces situations, mette un frein à ses commentaires auto-satisfaits sur sa gestion de la crise et reconnaisse avec modestie ses erreurs afin d'envisager plus sereinement la possibilité de construire, avec les représentants du personnel, le Plan de Reprise d'Activité, suite aux annonces présidentielles du lundi 13 avril.

Paris, le 15 avril 2020